

Un paysage politique désormais à nu

Je m'abstiendrai dans ce propos de faire le procès du régime de Ould Taya. Un exercice d'abord aisé et que d'autres ne s'empêcheront pas de faire. Aussi je ne me lancerai pas dans les éloges -inutiles je crois- de l'acte du 3 Août. Ses auteurs ont risqué leurs vies pour mener une action qu'ils ont jugée nécessaire. Certes les mesures prises et les promesses annoncées à ce jour par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie semblent aller dans le sens d'une refonte profonde et sérieuse du paysage politique national que tous doivent saluer et soutenir. Mais en se lançant dans l'apologie béate et la flagornerie mesquine, nous nous placerons dans un air de "déjà vu" et de "déjà entendu", et risquons de trahir cette initiative courageuse et de l'assimiler aux expériences précédentes dont le résultat est connu.

Les changements en cours nous interpellent tous et méritent un sursaut de conscience et de responsabilité. Au-delà des sentiments de soulagement ou de satisfaction (qu'il est par ailleurs légitime d'exprimer), des questions graves méritent l'analyse de toute urgence.

L'état des lieux

En premier lieu on doit garder à l'esprit que l'avènement du 3 Août n'est pas seulement la conséquence d'une faillite du régime déchu à lui seul, mais aussi à l'incapacité -deux décennies durant- de toute la classe politique de susciter une pression populaire capable de produire un changement du système, ou d'infléchir ses choix et ses politiques. Le 3 Août est donc un acte volontariste issu du cœur du système lui-même. Ce qui implique un statut quo que les acteurs politiques du moment doivent méditer et agir en conséquence. Ils doivent surtout opérer une lecture lucide du contexte dans lequel agit aujourd'hui le CMJD, avec toutes ses contraintes et ses pesanteurs, et s'abstenir peut être d'une logique de surenchère qui a caractérisé jusqu'à présent, à tort ou à raison, notre climat politique. Le débat qui s'ouvrira prochainement doit s'articuler autour du cadre proposé par le Conseil sans dériver vers des questions à forte sensibilité, comme la question culturelle, le passif humanitaire ou une quelconque tentance au règlement de compte avec l'ancien régime. Des questions auxquelles d'ailleurs le présent Conseil et son gouvernement transitoire ne peuvent et ne doivent apporter de solution...

De son côté, le CMJD doit comprendre que le changement qu'il vient d'opérer mettra à nu notre paysage politique: ses anomalies de fonctionnement, les insuffisances de certains de ses hommes et la carence du discours.

D'un côté, nous avons un PRDS qui s'est constitué par et autour de l'appareil de l'Etat en s'appuyant jusqu'à présent sur le système des tribus et des clans. Une dislocation apparemment inéluctable de ce parti laissera un vide qu'aucune des formations existantes actuellement n'a les structures ni les moyens de remplir. En effet, ces partis qui disposent pourtant, pour

certaines d'entre eux, de personnalités de grande valeur politique n'ont pas su ou n'ont pas eu les moyens de susciter une adhésion d'envergure à travers le pays dans sa profondeur.

Aussi ces partis ont été victime ces dernières années d'une atomisation sur des bases souvent personnelles ou, au mieux, quasiment claniques. Et avec l'introduction de l'argent, la pratique politique a pris une tendance clientéliste ravageuse ..

C'est dire que la refonte du système politique dans notre pays provoquera un vide qui posera de graves questions de représentation et d'identification politiques. Verra-t-on les affiliations tribales, régionales, voire raciales remplir ce vide? Verra-t-on l'argent jouer un rôle prépondérant dans l'opération électorale? Sera-t-il possible pour l'Etat et ses appareils de garder la distance et la neutralité nécessaires par rapport aux enjeux politiques futurs? Quelles formations politiques se constitueront prochainement et autour de quels programmes?

Les mouvances politiques ou idéologiques qui servaient jusqu'à présent de repères au sein de la scène politique nationale (nationalistes, kadhifines, islamistes et autres groupuscules) sauront-elles resurgir et occuper l'espace? Il faut reconnaître que parmi ces groupes ou leurs vestiges, seule la mouvance islamiste parvient jusqu'à présent à mobiliser un certain électoral, même si leur discours est souvent qualifié de populiste.

Donc quelle démocratie verra-t-on demain en Mauritanie? Et qui a réellement intérêt à ce que cette démocratie advienne? Est ce le parti Etat et ses barons qui se verront dépourvus de leur moyen de frappe? Ou les autres partis qui se trouveront face à la réalité des urnes? Ou les mouvances politiques sans présence sur l'échiquier? Ou les chefs de clans et de tribus non habitués et peu outillés pour l'exercice démocratique? Ou encore le monde des affaires, jaloux naturellement de garder des privilèges que la démocratie, donc la transparence, pourrait réduire?

Et enfin les puissances étrangères sont-elles toutes acquises pour laisser ce pays qui, dit-on, recèle de potentialités énergétiques considérables et de quelques autres matières premières, sont elles acquises ces puissances pour le laisser développer une gestion libre de sa vie politique et économique?

Autant de questions qui doivent faire réfléchir tous les acteurs nationaux, et en premier lieu le tout nouveau CMJD. Il s'agit tout simplement d'apprécier à sa juste valeur la portée du mouvement du 3 Août, les dangers qui le guettent et la réalité complexe et singulière qu'il démasque.

A suivre..

ABBA OULD TOUTAH